



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la
Protection des Populations de Gironde**

Protection de l'environnement
5 boulevard Jacques Chaban-Delmas
CS 60074
33070 Bruges

Bruges, le 14/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHAPELLE ALEXANDRE

21 Bis chemin de Lartiguas
33480 LISTRAC-MEDOC

Références : 2025-1711
Code AIOT : 0100289649

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée et réalisée le 11/04/2025 chez Monsieur CHAPELLE ALEXANDRE du chenil implanté 21 Bis chemin de Lartiguas 33480 LISTRAC-MEDOC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection inopinée du chenil de Monsieur CHAPELLE Alexandre, qui fait suite à une inspection d'un chenil à proximité de celui de monsieur CHAPELLE ALEXANDRE et dans le cadre de la gestion de plaintes récurrentes du voisinage relatives à des nuisances sonores.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAPELLE ALEXANDRE
- 21 Bis chemin de Lartiguas 33480 LISTRAC-MEDOC
- Code AIOT : 0100289649
- Régime : déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

l'inspection de ce chenil porte sur la vérification du nombre de chiens âgés de plus de 4 mois et du respect de l'arrêté ministériel du 08/12/06 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2120 de la nomenclature des ICPE.(détention comprise entre 10 et 50 chiens)

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eau de surface, rejets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Effectif	Décret du 08/12/2006	Demande d'action corrective, Mise en demeure,	1 mois
2	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 12/10/2007, article L. 511-9 et son annexe 3, rubrique 2120-3	Mise en demeure, Demande d'action corrective	1 mois
3	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article Annexe I - § 2.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Faisant suite à un contrôle inopiné, le service de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement constate que Monsieur CHAPELLE Alexandre exploite un chenil de 14 chiens âgés de plus de 4 mois sans avoir au préalable déclaré cette installation en préfecture conformément à l'article L.512-8 du Code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Effectif

Référence réglementaire : Décret du 08/12/2006
Thème(s) : Élevage, Effectif
Prescription contrôlée : Nombre de chiens de plus de 4 mois
Constats : Présence de 14 chiens âgés de + de 4 mois dans un chenil exploité par Monsieur CHAPELLE Alexandre. Monsieur CHAPELLE Alexandre détient en supplément, une chienne de plus de 4 mois à son domicile situé à la même adresse des installations du chenil Le chenil se situe à la section cadastrale WH parcelle 49 de la commune de LISTRAC MEDOC. Cette installation, au vu du nombre de chiens âgés de plus de 4 mois présents, relève de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement de la rubrique 2120: Chiens (activité d'élevage, vente, transit, garde, détention , refuge, fourrière, etc., de) à l'exclusion des établissements de soins et de toilettage et des rassemblements occasionnels tels que foires, expositions et démonstrations canines.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure,
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/10/2007, article Le R.511-9 et son annexe 3, rubrique 2120-3
Thème(s) : Élevage, 1. Appréciation des dangers
Prescription contrôlée : Chiens (activité d'élevage, vente, transit, garde, détention, refuge, fourrières, etc., de) à l'exclusion des établissements de soins et de toilettage et des rassemblements occasionnels tels que foires, expositions et démonstrations canines
Constats : Monsieur CHAPELLE Alexandre détient à l'adresse 21 bis chemin de Lartiguas sur la commune de LISTRAC MEDOC (33480) 15 chiens âgés de plus de 4 mois selon leurs aspects morphologiques en l'absence de présentation de registre et de document d'identification . A ce jour, cette activité de détention de + de 9 chiens n'a pas fait l'objet d'une déclaration en préfecture conformément à l'article L 512-7du Code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article Annexe I - § 2.1
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : Les bâtiments d'élevage, les annexes et les parcs d'élevage sont implantés : - à au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation) ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains

de camping agréés, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;

- à au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

- à au moins 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;

- à au moins 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchylicoles.

Des dérogations liées à la topographie et à la circulation des eaux peuvent être accordées par le préfet.

En cas de nécessité et en l'absence de solution technique propre à garantir la commodité du voisinage et la protection des eaux, les distances fixées ci-dessus peuvent être augmentées.

Constats :

les installations du chenil sont situées sur la parcelle cadastrale WH 49 et implantées à :

- à moins de 100 m d'habitation de tiers , 3 habitations sont présentes dans ce rayon.
- à moins de 35 mètres des berges du cours d'eau " LE FOSSÉ de CREYCHAC prenant sa source sur la commune est un affluent de LA BERLE qui est, elle même un affluent rejoignant la rive gauche de la GIRONDE.

Cette implantation ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté ministériel du 08 décembre 2006 rappelées ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois